

Bulletin du FMI

L'AVENIR DE L'EUROPE

La crise donne l'occasion d'approfondir et d'accélérer l'intégration

Bulletin du FMI en ligne
29 mars 2010



En visite à Varsovie, Dominique Strauss-Kahn appelle à mieux coordonner la politique économique en Europe. (Photo: Stephen Jaffe/FMI)

- L'intégration de l'UE présente des avantages manifestes
- La crise a mis en évidence des lacunes du cadre institutionnel
- L'Europe doit se tourner vers l'extérieur

Le Château royal de Varsovie fut le théâtre d'un débat télévisé animé sur le passé et l'avenir de l'Europe. Une meilleure coordination des politiques économiques renforcerait la monnaie commune européenne, a déclaré le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn. « Lorsqu'une monnaie unique est mise en place, il devrait être naturel ensuite de coordonner les politiques économiques. Au-delà de la politique monétaire, les Européens doivent se donner les moyens de gérer la politique économique », a noté M. Strauss-Kahn.

Outre M. Strauss-Kahn, Vaira Vike-Freiberga, ancienne Présidente de la Lettonie, Adam Michnik, rédacteur en chef de *Gazeta Wyborcza* et Jacques Rupnik, historien, ont participé à ce débat, qui était intitulé « Twenty years of Transformation in Central and Eastern Europe: Fulfilling the European Promise », et qui sera diffusé par la chaîne France 24 le 3 avril.

La crise actuelle représente une occasion à saisir pour l'Europe

Les quatre participants ont mentionné les progrès de l'Europe depuis la mise en place de la monnaie unique en 1999, mais ils sont convenus aussi que la crise avait mis en évidence des lacunes du cadre d'action. Le moment est venu de s'attaquer à ces faiblesses et de renforcer la gouvernance économique dans la zone euro, qui inclut les 16 pays membres de l'Union européenne qui ont adopté la monnaie commune de l'Europe, l'euro.

Les participants au débat étaient dans l'ensemble optimistes : l'Europe va sortir plus forte de la crise actuelle. « Il n'y a pas de raison de penser que l'Union européenne ne pourra pas surmonter cette crise », a déclaré M. Strauss-Kahn. « À l'extérieur de l'Europe, les gens disent qu'ils sont étonnés des progrès incroyables qui ont été accomplis en Europe, mais ils sont surpris que parfois des choses faciles ne semblent pas pouvoir se faire ».

« L'intégration européenne est la meilleure idée que l'Europe ait eue en 2000 ans. Nous devons faire ce qui s'impose pour atteindre l'objectif », a déclaré M. Michnik. Mme Vike-Freiberga est du même avis : « Les Européens ont été trop vite satisfaits. Les pays de la zone euro aussi. Si nous avons donné suite à la stratégie de Lisbonne, nous n'aurions pas été pris de court ».

Respecter les règles du jeu

L'appartenance à l'Union européenne et à la zone euro a apporté des avantages considérables aux pays membres, mais ces avantages s'accompagnent de responsabilités. Les participants

ont présenté les enseignements qu'ils tirent de la crise et ont indiqué comment concevoir des mécanismes crédibles pour coordonner les politiques économiques.

La zone euro est elle-même responsable de la crise parce que « certains pays ne respectent pas les règles qu'ils ont établies pour eux-mêmes et pour les nouveaux pays membres », a déclaré Mme Vike-Freiberga. Il est maintenant impératif que ces pays balaient devant leur porte, a-t-elle ajouté.

Selon M. Strauss-Kahn, le pacte de stabilité et de croissance est en partie la solution, mais il faut mieux veiller au respect de ses règles. Il est essentiel aussi d'assurer une meilleure surveillance à l'échelle régionale. « Le pacte de stabilité et de croissance n'a trait qu'à des règles budgétaires. Les Européens devraient aussi penser à des politiques communes en matière de recherche et développement, ainsi que d'innovation. L'application de la stratégie de Lisbonne ne peut être tributaire de la seule bonne volonté individuelle des pays », a-t-il déclaré.

Les participants sont convenus que l'application des règles est essentielle et que les normes devraient être les mêmes pour tous les pays. Mme Vike-Freiberga a appelé les pays de la zone euro à respecter leurs engagements envers les pays émergents d'Europe membres de l'UE.

L'Europe et le monde

M. Strauss-Kahn a souligné qu'il est essentiel que les Européens ne se replient pas trop sur eux-mêmes. « L'Inde, la Chine, les États-Unis et d'autres parties du monde se développent rapidement. Si l'Europe tient à conserver sa place dans l'économie mondiale, elle doit elle aussi se développer rapidement », a-t-il déclaré.

M. Strauss-Kahn a engagé les dirigeants à voir dans la crise une occasion d'approfondir et d'accélérer l'intégration. Tout comme les autres participants au débat, il est d'avis que l'enjeu est plus politique que technique. « Dans 20 ans, lorsque les Européens jetteront un regard vers la période actuelle, y verront-ils une occasion manquée ? Sans être trop catégorique, l'enjeu du débat actuel, c'est tout simplement l'avenir de l'Europe », a noté M. Strauss-Kahn.

La crise grecque

En réponse à une question sur la Grèce, M. Strauss-Kahn a déclaré que le FMI est prêt à accorder son aide au pays si le gouvernement grec le lui demande. Le FMI n'est pas demandeur, et M. Strauss-Kahn a ajouté qu'il espérait que le gouvernement grec pourrait s'en sortir sans l'aide du FMI.

Selon M. Rupnik, même si la crise grecque a sérieusement écorné l'image de l'Europe, une perspective à plus long terme contribuerait à replacer la crise dans son contexte. « L'intégration n'est jamais acquise d'avance », a-t-il dit. « Il ne s'agit pas d'un processus linéaire ». La situation actuelle offre aux Européens une occasion d'encourager la confiance, la transparence et la volonté d'agir au niveau politique, a-t-il déclaré.

M. Strauss-Kahn et les autres participants au débat ont répondu à plusieurs questions de l'audience. Parmi les thèmes abordés figuraient les coûts du choc démographique et du vieillissement de la population en Europe (le continent est-il confronté à une « dette cachée » ?), ainsi que la question de savoir si l'Europe devrait s'en remettre davantage à la discipline de marché à l'avenir et moins au Traité de Maastricht, quelles sont les mesures spécifiques nécessaires pour renforcer la coordination économique en Europe, et s'il faudrait transférer plus de pouvoir à la Commission, par exemple dans les domaines de la concurrence et de la déréglementation.

Le débat sera diffusé le 3 avril par la chaîne France 24 et sera disponible aussi sur le site www.imf.org.